

1 **"Crise sécuritaire, changement climatique et gestion des conflits environnementaux :**  
2 **quelles réponses locales face aux tensions autour des ressources naturelles à Konna**  
3 **(Mali) ?"**

4  
5 **Résumé**

6 La région de Mopti, au centre du Mali, est confrontée à une double vulnérabilité. D'une part,  
7 elle subit une insécurité persistante due à la présence de groupes armés non étatiques et à  
8 faible représentativité des autorités de l'État, d'autre part, des pressions climatiques qui  
9 compromettent la disponibilité et l'accès équitable aux ressources naturelles. Dans ce  
10 contexte, les conflits environnementaux – notamment autour de la terre, de l'eau et des  
11 pâturages – se multiplient et menacent la cohésion sociale des communautés locales. Cette  
12 étude explore les réponses locales apportées à ces tensions dans une commune rurale de  
13 Bandiagara. À partir d'une méthodologie qualitative fondée sur des entretiens, des  
14 observations de terrain et l'analyse de documents communautaires, l'article identifie les  
15 principaux types de conflits, les acteurs impliqués et les mécanismes de régulation en  
16 vigueur. Les résultats montrent une reconfiguration des modes de gouvernance locale,  
17 marquée par l'affaiblissement des régulations coutumières, la montée d'initiatives hybrides,  
18 mais aussi l'influence parfois ambiguë d'acteurs extérieurs (ONG, groupes armés, élus).  
19 L'étude souligne l'importance de renforcer les capacités locales de gestion pacifique des  
20 ressources dans une optique de résilience, d'équité sociale et de consolidation de la paix.

21 *Mots-clés : Conflits liés aux ressources naturelles, Changement climatique, Gouvernance locale, Résilience*  
22 *communautaire, Conflit armé, Consolidation de la paix environnementale, Konna*

23 **Abstract**

24 The Mopti region in central Mali faces a double vulnerability. On the one hand, it suffers  
25 from persistent insecurity due to the presence of armed groups non-state and the low  
26 representativeness of state authority, and on the other hand, climatic pressures that  
27 compromise the availability and equitable access to natural resources. In this context,  
28 environmental conflicts– particularly over land, water and pastures – are increasing and  
29 threatening the social cohesion of local communities.

30 This study explores local responses to these tensions in a rural commune in Bandiagara.  
31 Using a qualitative methodology based on interviews, field observations and analysis of  
32 community documents, the article identifies the main types of conflicts, the actors involved  
33 and the regulatory mechanisms in place. The results show a reconfiguration of local  
34 governance modes, marked by the weakening of customary regulations, the rise of hybrid  
35 initiatives, but also the sometimes-ambiguous influence of external actors (NGOs, armed  
36 groups, elected officials). The study highlights the importance of strengthening local  
37 capacities for peaceful resource management with a view to resilience, social equity and  
38 peacebuilding.

39 *Keywords : Conflicts related to natural resources, Climate change, Local governance, Community resilience,*  
40 *Armed conflict, Environmental peacebuilding, Konna*

41  
42 **Introduction**

43 Depuis plus d'une décennie, les régions sahéniennes sont confrontées à une combinaison de  
44 crises multidimensionnelles qui bouleversent profondément les modes de vie, la gouvernance  
45 locale et les équilibres socio-écologiques. Au cœur de ces mutations, les tensions autour des  
46 ressources naturelles – notamment la terre, l'eau et les pâturages – deviennent de plus en plus  
47 fréquentes et parfois violentes. La littérature s'accorde sur le fait que les conflits autour des

48 ressources naturelles (terre, eau, pâturages, forêts) en Afrique subsaharienne ne sont pas des  
49 phénomènes nouveaux, mais qu'ils s'inscrivent dans des logiques anciennes de compétition,  
50 d'accès et d'exclusion, souvent exacerbées par des inégalités d'ordre social, foncier ou  
51 politique (Turner, 2004, pp.863–889 ; Benjaminsen & Ba, 2009, pp.71-81; ). Ces tensions  
52 prennent généralement la forme de conflits entre groupes sociaux aux pratiques et aux  
53 intérêts différenciés, notamment entre agriculteurs et éleveurs, autochtones et migrants, ou  
54 encore anciens et jeunes. La délimitation floue des droits coutumiers et l'absence de cadastre  
55 participatif renforcent la conflictualité, surtout dans les zones rurales enclavées.  
56 Par ailleurs, le changement climatique agit comme facteur d'amplification. Le changement  
57 climatique, en particulier dans les zones sahéliennes, se manifeste par une variabilité accrue  
58 des précipitations, la réduction des périodes agricoles utiles, la baisse de productivité des sols  
59 et la diminution des ressources hydriques (Mortimore, 2005, pp.567-595, IPCC, 2022 p.5; ).  
60 Ces évolutions contribuent à renforcer la concurrence entre usagers des ressources.  
61 Toutefois, la littérature souligne que le climat n'est pas un facteur de conflit en soi. Ce sont  
62 les médiations sociales, institutionnelles et politiques – ou leur absence – qui transforment les  
63 tensions écologiques en conflits ouverts (Raleigh & Urdal, 2007, pp. 674-694 ; Benjaminsen  
64 et al., 2012, pp.97-111). Ainsi, le climat agit comme un catalyseur, dans des contextes déjà  
65 marqués par des déséquilibres structurels.  
66 Le Mali illustre particulièrement bien cette complexité. Tandis que le changement climatique  
67 accentue la variabilité pluviométrique, la dégradation des sols et la fragilisation des moyens  
68 de subsistance agricoles, le pays fait face, depuis 2012, à une crise sécuritaire grave. Cette  
69 crise, initialement localisée au nord, s'est étendue vers le centre du pays, notamment dans la  
70 région de Mopti, marquant un recul de la présence étatique (International Crisis Group, 202,  
71 P.63). L'effondrement partiel de la gouvernance locale y a transformé la gestion des  
72 ressources naturelles en enjeu hautement conflictuel, avec des répercussions sur la cohésion  
73 sociale et la stabilité des communautés rurales. Les autorités coutumières, historiquement  
74 centrales dans la médiation des conflits, perdent parfois leur légitimité ou deviennent des  
75 relais de pouvoirs concurrents (Lecocq & Klute, 2019, pp. 139–154).  
76 Face à ces défis, les communautés rurales développent des réponses endogènes, fondées sur  
77 des institutions coutumières (chefferies, conseils de sages), des pratiques rituelles, mais aussi  
78 des innovations comme les conventions locales ou les comités multi-acteurs de gestion  
79 concertée (Cotula et al., 2007 p.50).  
80 Ces dispositifs sont souvent pertinents, flexibles et enracinés dans le tissu social, mais leur  
81 efficacité dépend fortement (i) de leur légitimité sociale, (ii) de leur inclusivité (intégration

82 des femmes, des jeunes, des déplacés), (iii) et de leur capacité à dialoguer avec les institutions  
83 étatiques ou les appuis extérieurs.

84 Toutefois, ils sont aussi exposés à des limites structurelles : absence de cadre juridique  
85 reconnu, pressions politiques, financements courts ou manque de coordination entre les  
86 niveaux de gouvernance.

87 Dans cette situation d'instabilité, les conflits liés aux ressources naturelles ne peuvent plus  
88 être abordés uniquement comme des litiges d'usage entre agriculteurs, éleveurs ou exploitants  
89 forestiers. Ils deviennent les symptômes d'une gouvernance fragmentée, où se superposent  
90 normes coutumières, règles administratives affaiblies, interventions d'ONG et parfois  
91 arbitrages violents de groupes armés non étatique. Dès lors, il est légitime de se demander :  
92 quelles sont les réponses locales à ces conflits environnementaux dans un contexte de double  
93 crise sécuritaire et climatique ?

94 La revue de la littérature plaide pour une approche intégrée de la gestion des conflits liés aux  
95 ressources naturelles, combinant résilience écologique, gouvernance inclusive et cohésion  
96 sociale. Il ne suffit pas de réguler les usages, il faut renforcer les capacités locales, articuler  
97 les légitimités multiples et inscrire les mécanismes de gestion dans des dynamiques durables,  
98 en tenant compte du contexte sécuritaire. Des auteurs comme Ribot (2004, p.44), Cleaver  
99 (2012, p. 219) ou Lund, C. (2006, Pp. 673–684.) soulignent l'importance d'une gouvernance  
100 multi-niveaux, ancrée dans la réalité sociale, mais connectée aux processus formels de  
101 développement, de justice et de paix.

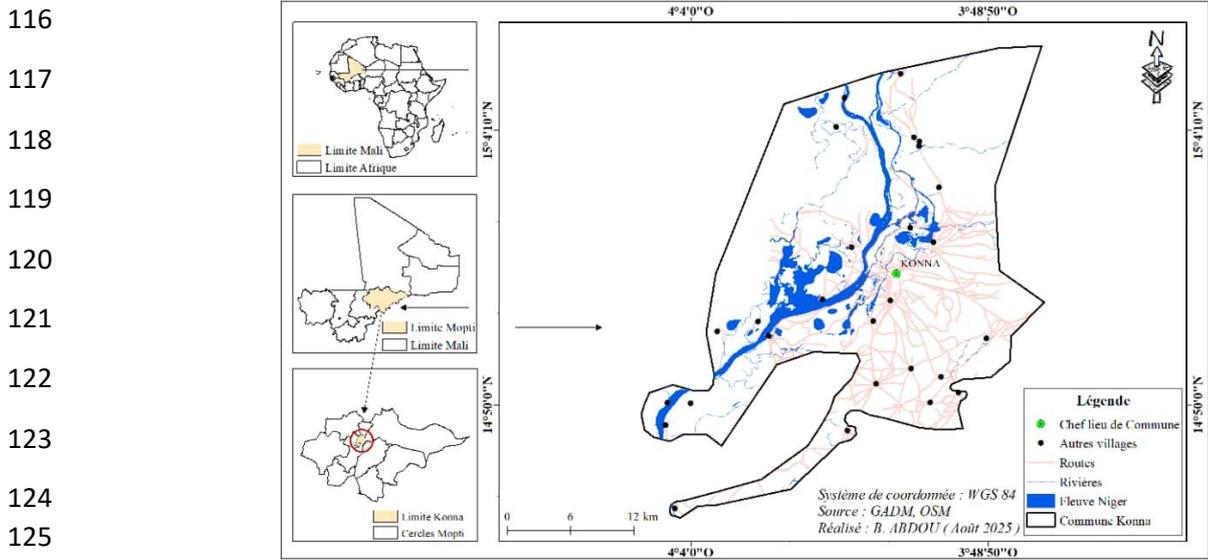
102 Cet article vise à explorer les mécanismes de régulation communautaire, formels et informels,  
103 mis en œuvre dans une commune rurale de Konna pour faire face aux tensions croissantes  
104 autour des ressources. L'objectif est d'analyser la capacité de ces réponses locales à contenir  
105 les conflits, à maintenir un minimum de cohésion sociale et à préserver la durabilité des  
106 ressources naturelles.

107 Cette étude s'inscrit dans une démarche de compréhension fine des interactions entre  
108 environnement, sécurité et gouvernance, en mobilisant des outils d'analyse qualitatifs centrés  
109 sur les pratiques locales. Elle ambitionne également de contribuer aux réflexions  
110 opérationnelles sur les approches intégrées de gestion des ressources dans les contextes  
111 fragiles, à l'intersection des enjeux de paix, de résilience et de développement rural durable.

## 112 **1. Matériels et Méthodes**

### 113 **1.1. Présentation de la zone d'étude**

114 L'étude a été réalisée dans la commune rurale de Konna située dans la région de Mopti, au  
115 centre du Mali (carte1).



126 **Carte 1 : Localisation de la zone d'étude**

127 Elle est située entre les 14°30' et 15°50' de latitude Nord ; 4°30' et 3°20' de longitude Ouest.

128 Cette région, appartenant à la zone soudano-sahélienne, est caractérisée par une forte  
129 variabilité climatique, une saison des pluies courte (juin à septembre), et une dépendance  
130 marquée à l'agriculture pluviale, à l'élevage et à l'exploitation des ressources naturelles (bois,  
131 pâturages, eaux de surface). La commune cible est confrontée depuis plusieurs années à une  
132 dégradation des ressources naturelles, mais aussi à une insécurité croissante due à la présence  
133 de groupes armés non étatiques, à la multiplication des incidents violents et au repli de  
134 l'administration étatique. Le territoire étudié illustre de manière aiguë la convergence entre  
135 vulnérabilité écologique et crise sécuritaire.

## 136 **1.2. Méthodologie**

137 L'étude repose sur une approche quantitative et qualitative, inductive et compréhensive,  
138 visant à restituer les dynamiques sociales et les réponses locales face aux conflits  
139 environnementaux. Cette approche permet de saisir la complexité des interactions entre  
140 acteurs, ressources et institutions dans un contexte de fragmentation de l'autorité et de  
141 recomposition des normes.

### 142 **1.2.1. Enquête du terrain**

#### 143 **1.2.1.1. Echantillonnage**

144 L'échantillonnage a été raisonné, en tenant compte de la diversité des profils sociaux, des  
145 statuts fonciers et des types d'usage des ressources. Le choix des personnes a été fait en  
146 collaboration avec des relais communautaires et des leaders locaux, tout en veillant à une

147 représentation équilibrée des sexes, des générations, et des groupes d'usagers (agriculteurs,  
148 éleveurs, exploitants forestiers, déplacés internes, etc.).

#### 149 **1.2.1.2. Collecte de données**

150 La collecte des données a mobilisé plusieurs techniques complémentaires :

151 - **Entretiens semi-directifs** : 26 entretiens ont été réalisés avec des acteurs clés : chefs de  
152 village, chefs de terre, élus locaux, représentants d'organisations communautaires  
153 (groupements de femmes, associations de jeunes), agents d'ONG et leaders religieux ;

154 - **Focus groups** : Quatre groupes de discussion ont été conduits (hommes, femmes, jeunes,  
155 éleveurs/agriculteurs), afin de croiser les perceptions sur les conflits et les mécanismes de  
156 régulation ;

157 - **Observation directe** : Certaines séances de médiation ou de réunions communautaires ont  
158 été observées, avec prise de notes sur les interactions, les rôles joués par les différents acteurs  
159 et les processus de décision ;

160 - **Analyse documentaire** : Des documents locaux ont été collectés et analysés : chartes  
161 foncières, conventions locales, procès-verbaux de réunions, rapports d'ONG, bulletins  
162 humanitaires, etc.

#### 163 **2.3. Analyse des données**

164 Les données qualitatives ont été retranscrites puis traitées par analyse thématique manuelle, à  
165 partir de catégories construites autour des grandes dimensions de la recherche : typologie des  
166 ressources et des conflits, acteurs, mécanismes de gestion, efficacité perçue, limites des  
167 dispositifs. Une triangulation systématique entre sources orales et documents a permis de  
168 renforcer la fiabilité de l'analyse. Les éléments observés ont également été codés et  
169 interprétés en fonction du contexte local (insécurité, saisonnalité, historique des conflits).

#### 170 **2.4. Limites de l'étude**

171 Plusieurs limites ont affecté cette recherche. D'abord, le contexte sécuritaire volatile a  
172 contraint la mobilité sur le terrain, restreignant l'accès à certains hameaux ou zones à risque.  
173 Ensuite, la sensibilité du sujet – en particulier concernant le rôle des groupes armés – a  
174 entraîné une autocensure de certains interlocuteurs. Enfin, bien que des efforts aient été faits  
175 pour intégrer des perspectives féminines et juvéniles, les rapports de pouvoir internes à la  
176 communauté ont limité la parole de certains groupes. Ces limites ont été partiellement  
177 atténuées par le recours à des enquêteurs locaux et des partenaires communautaires fiables.

#### 178 **2. Résultats**

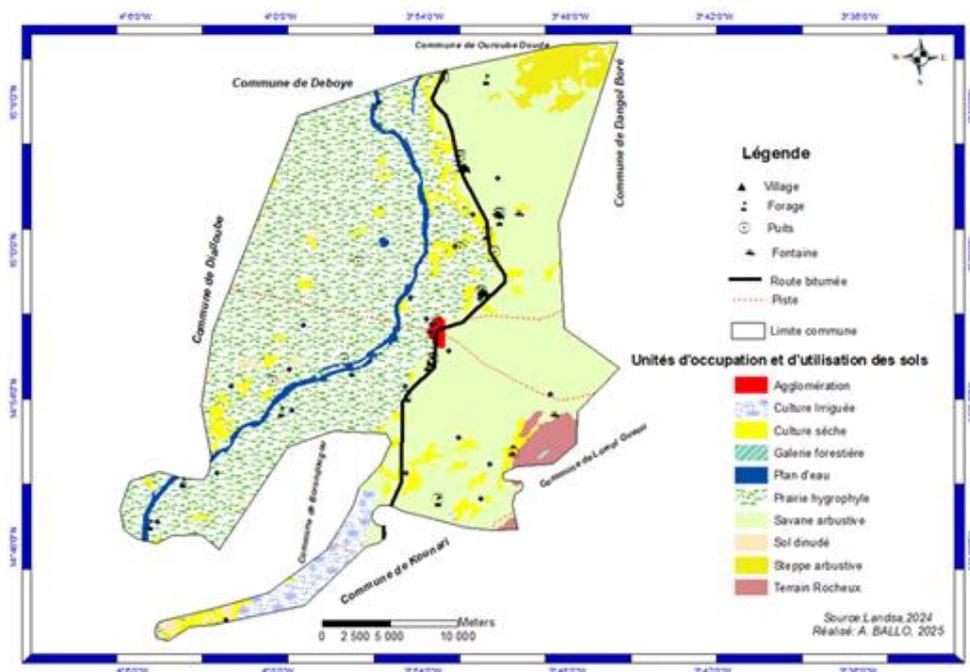
179 L'analyse des données recueillies dans la commune rurale étudiée fait apparaître une réalité  
180 marquée par la multiplication des conflits liés à l'usage des ressources naturelles, dans un

181 contexte de gouvernance affaiblie et de vulnérabilité climatique croissante. Les résultats  
182 présentés ici s'organisent autour de quatre axes principaux : la typologie des conflits, les  
183 acteurs impliqués, les mécanismes locaux de régulation, et les limites observées dans leur  
184 mise en œuvre.

## 185 2.1. Cartographie des ressources naturelles

### 186 2.1.1. Unités d'Occupation et d'utilisation des sols

187 Au vu de la carte 2, dix unités d'occupation et d'utilisation des sols se partagent la commune  
188 de Konna.



189

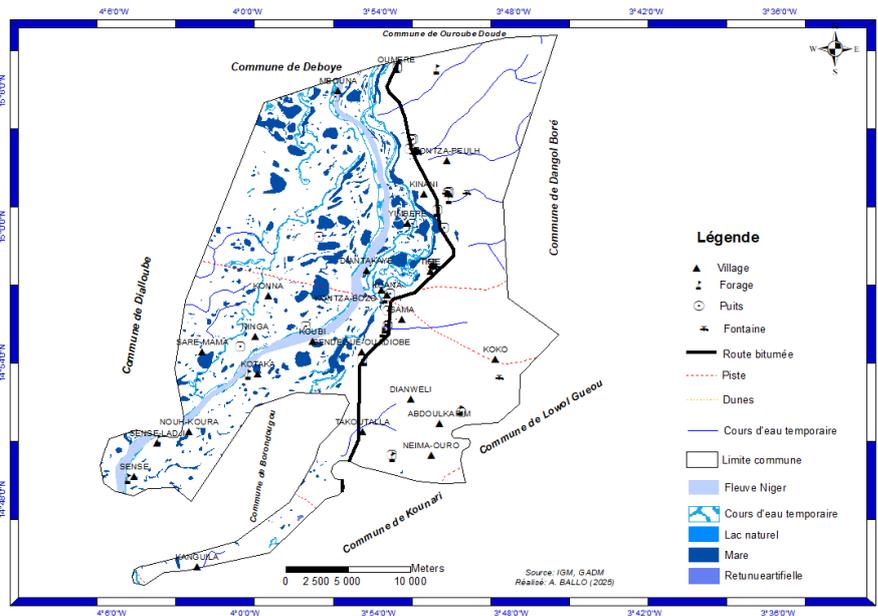
190 **Carte 2 : Occupation et d'utilisation des sols de la commune de Konna**

191 Les deux plus grandes unités sont dans l'ordre la prairie hygrophile et la savane arbustive.  
192 Elles occupent presque la totalité de la commune. La zone de cultures sèches, estimée comme  
193 la troisième grande unité est dispersée dans la commune. La zone de cultures irriguées et la  
194 steppe arbustive viennent en quatrième position de grandeur. La steppe arbustive est située à  
195 l'extrême nord-est de la commune. Tandis que le rocher et le plan d'eau occupent la sixième  
196 position de grandeur. La zone de sol dénudé occupe la huitième place, dispersée dans la prairie  
197 hygrophile. Enfin la zone d'habitation et la galerie forestière se présentent désormais comme  
198 les deux plus petites d'unités.

### 199 2.1.2. Ressources en eau

200 La commune est arrosée par le fleuve Niger navigable sur 40 Km dans la commune en toute  
201 période (carte 3).

202  
203  
204  
205  
206  
207  
208  
209  
210  
211  
212  
213  
214  
215  
216  
217  
218  
219  
220  
221  
222  
223  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
231  
232  
233  
234  
235



**Carte 31 : Ressources en eau de la commune de Konna**

La zone inondée deltaïque est située à l'ouest et est constituée d'îles et d'îlots à sol argileux et submersible pendant la crue. Le fleuve est alimenté aussi par les eaux de ruissellement de pluies qui viennent du plateau dogon. Il n'existe pas de données statistiques pour les mares, alors même qu'elles sont en nombre important de par leur importance sur le plan de la pêche et de l'élevage.

**2.1.3. Unité sol/végétation (PIRT, 1983)**

Selon la classification du projet d'inventaire des ressources terrestres (PIRT, 1983) du Mali, il a été identifié six types d'unités de sol dans la commune de Konna qui sont entre autres : l'unité sol TC1, l'unité sol DA4, l'unité sol X5, l'unité sol TC2, l'unité sol TH6, l'unité sol TII et l'unité Tr2.

Toutes les unités identifiées ont des caractéristiques particulières qui sont :

- *Terrains cuirassés, surfaces aplanies à pente douce (TC1)* : Les sols se caractérisent par leur profondeur faible à modérée avec une structure graveleuse. Le drainage est bon à modérément excessif. Les sols sont classés parmi les sols minéraux bruts d'érosion sur cuirasse (lithosols). La végétation ligneuse est dominée par *Pterocarpus lucens* et *Boscia senegalensis*. Les autres espèces ligneuses abondantes sont : *Combretum micranthum*, *Grewia bicolor*, *Giera senegalensis*, *Combretum glutinosum*, *Acacia ataxacantha*, *Boscia angustifolia* et *Boscia salicifolia*. La couche herbacée a elle aussi la même configuration, avec des plaques rares à modérément denses de graminées et herbes annuelles entrecoupées de zones d'érosion dénudées. Elle est dominée par les graminées annuelles composées de *Schoenefeldia gracilis*, *Aristida spp*, *Zornia glochidiata*.

236 - *Terrains cuirassés, latéritiques, durs et modérément profonds (TC2)* : Les sols de cette unité se  
237 caractérisent par faible profondeur et plus souvent de matières organiques. Les  
238 caractéristiques de cette unité sont les minéraux bruts sur cuirasse. Les espèces ligneuses  
239 comme *Combretum glutinosum*, *Lannea microcarpa* et *Accacia macroptachia* sont  
240 abondantes. Le tapis herbacé est assez divers car aucune espèce n'est dominante. Les espèces  
241 comme *Andropogon pseudapricus*, *Diheteropogon hagerupii*, *Loudetia togoensis* se trouvent  
242 sur cette unité.

243 - *Terrains inondés, sols évolués en alluvions (TII)* : Elle occupe le niveau le plus bas du delta.  
244 Les sols ont évolué en alluvion de rivière et ont une texture fine ; ils sont très mal drainés. Ils  
245 portent une végétation d'herbes aquatiques composées d'*Echinocloa stagnina* et d'*Oryza*  
246 *longistaminata*.

247 - *Terrains hydromorphes évolués en alluvions de rivière (TH6)* : Les sols qui ont évolué en  
248 alluvions de rivière, sont profonds, à texture modérément fine et mal drainés. La végétation  
249 est sporadique : parfois, l'unité porte une végétation modérément dense à dense de grands  
250 arbustes et de petits arbres, caractérisé par *Diospyros mespiliformis*, *Acacia seyal* et *Balanites*  
251 *aegyptiaca* et par des graminées annuelles (*Panicum laetum*).

252 - *Dunes de sables arasées modérément stabilisées (DA4)* : L'unité renferme des dunes arasées à  
253 pentes douces à inclinées. Les sols sont classés parmi les sols brun-rouges subarides de  
254 transition vers les sols ferrugineux. La couche ligneuse est dominée par *Combretum*  
255 *glutinosum* et *Guiera senegalensis*. D'autres espèces modérément abondantes sont  
256 *Sclerocarya birrea*, *Balanites aegyptiaca* et *Acacia senegal*. La couche herbacée est dominée  
257 par les graminées *Cenchrus biflorus* et *Schoenefeldia gracilis*. Les autres graminées qu'on y  
258 trouve aussi sont *Eragrostis tremula* et *Aristida spp.* Les herbes annuelles sont dominées par  
259 *Zornia glochidiata* et *Polycarpea linearifolia*.

260 - *Affleurement de roches solides avec aucun sol ni couverture végétale (X5)* : L'unité occupe des  
261 plaines alluviales allant de plates à presque plates dans la zone aride du pays. Elle a évolué en  
262 alluvions très fins, sont profonds et se caractérise par une texture très fine, mais sont très  
263 aplanie et couvert d'une croûte. On n'a observé aucune végétation, bien qu'une couverture  
264 rare de graminées annuelles puisse apparaître après une pluie et puisse permettre un pâturage  
265 marginal temporaire.

266 - *Terrains rocheux dans affleurements de grés du plateau et buttes de grés (TR2)* : De façon  
267 générale l'unité Tr2 est en pente, souvent forte, bien qu'elle puisse également occuper de sites  
268 à pentes douce. La surface est généralement rocheuse et rocailleuse, et les sols sont  
269 gravillonnaires. Elle porte une végétation de gros arbuste notamment *Combretum glutinosum*,

270 ainsi que des graminées annuelles dominées par *Schoenefeldia gracilis* avec parfois des  
271 arbres.

272

273

274

275

276

277

278

279

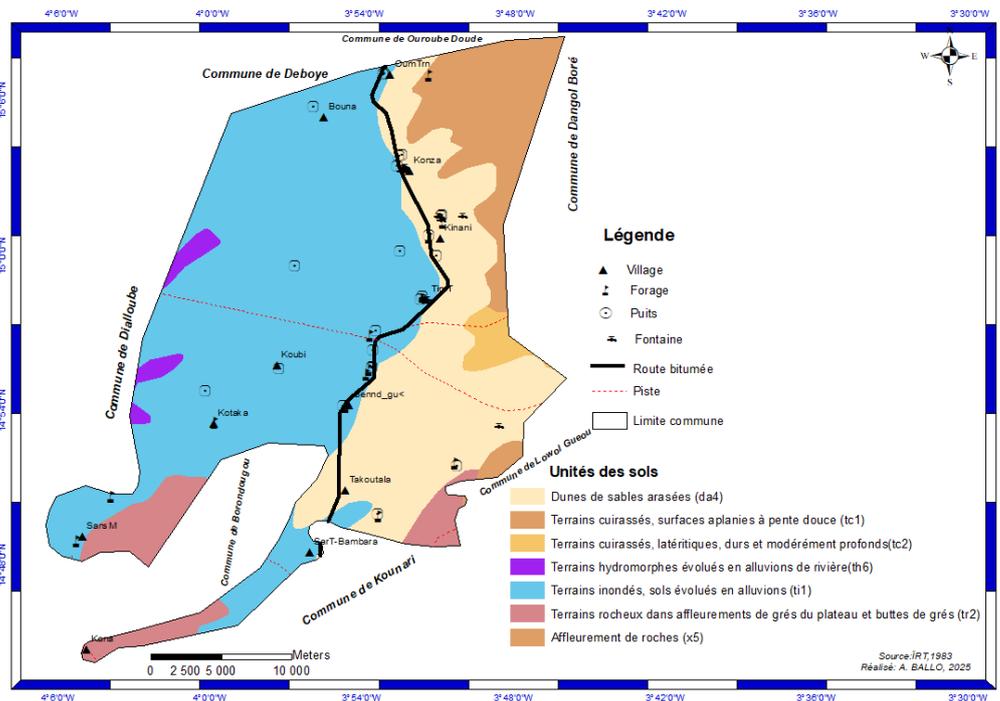
280

281

282

283

284



284 **Carte 4 : Ressources en sols de la commune de Konna**

## 285 2.2. Typologie des conflits liés aux ressources naturelles

286 Les conflits environnementaux identifiés relèvent majoritairement de litiges autour de l'accès  
287 et du contrôle des terres, de l'eau et des pâturages. Trois formes dominantes se dégagent :

288 - *Conflits agropastoraux* : Opposant principalement agriculteurs sédentaires et éleveurs  
289 transhumants ou semi-nomades. Ils sont fréquents en période de soudure (mai-juillet), lorsque  
290 les animaux traversent les champs encore non récoltés. Ces tensions sont souvent exacerbées  
291 par le raccourcissement de la saison des pluies et la réduction des pâturages disponibles.

292 - *Conflits autour des points d'eau* : Les mares, puits et sources font l'objet d'usages multiples  
293 – domestiques, agricoles, pastoraux – parfois concurrents. En période de sécheresse, ces  
294 ressources deviennent des points de crispation, notamment entre communautés voisines ou  
295 déplacées.

296 - *Litiges fonciers intra et intercommunautaires* : L'attribution de terres agricoles ou de zones de  
297 culture de décrue donne lieu à des conflits entre familles, lignages ou villages, aggravés par  
298 l'absence de cadastre, l'ambiguïté des droits coutumiers et la pression croissante liée à  
299 l'arrivée de déplacés.

300 Certains conflits prennent également une dimension identitaire ou générationnelle,  
 301 notamment lorsque des jeunes revendiquent l'accès à des espaces accaparés par des anciens  
 302 ou par des familles influentes.

303 **2.3. Diversité des acteurs et reconfiguration des rapports de pouvoir**

304 La gestion des conflits environnementaux implique une pluralité d'acteurs locaux, dont les  
 305 rôles et les légitimités sont en recomposition :

Acteurs	Echelle géographique	Compétences	Composition	Statut	Fonctionnalité
Autorités traditionnelles	Existe dans chaque village	Gère les conflits liés à la gestion des ressources naturelles (pâturages, forêts, terres de culture, etc.)	Propriétaires terriens, éleveurs autochtones et transhumants, agricultures autochtones et migrants	Traditionnel	Fonctionne selon les règles coutumières. Utilise les hommes de caste et le cousinage à plaisanterie
Conseil villageois	Existe dans chaque village	Conflits villageois de toute nature	Chef de village et ses conseillers	Traditionnel, officiellement reconnu	Fonctionne selon les règles coutumières. Utilise les hommes de caste et le cousinage à plaisanterie
Commission de veille	Existe dans la plupart des villages	Veille sur les champs contre la divagation des animaux et les sources d'eau ; fixe les dates d'arrêt de la divagation des animaux et les périodes de récolte	Autorités villageoises, Propriétaires terriens, éleveurs autochtones et transhumant, agricultures	Conventionnel	Fonctionne selon des règles conventionnelles
Brigade de veille	Existe dans la plupart des villages	Protection de l'environnement (coupe abusive, feux de brousse, lutte contre l'érosion)	Chasseurs, jeunes	Conventionnel	Fonctionne selon des règles conventionnelles
Commission foncière villageoise (CoFo village)	Mise en place dans tous les villages	Gère les conflits fonciers	Chef de village, chef coutumier, représentant du Conseil villageois, représentant des corporations professionnelles, représentant des jeunes, représentant des femmes	Formalisé (Décret n°N°2018-0333/P-RM du 04 avril 2018 fixant la composition et les modalités de fonctionnement des commissions foncières villageoises ou de fractions	Fonctionne selon les textes administratifs
Commission foncière communale (CoFo commune)	Mise en place dans toutes les communes	Procéder à la conciliation des parties à un litige foncier agricole, préalablement à la saisine des juridictions compétentes ; contribuer à l'inventaire des us et coutumes en matière foncière ; participer à l'institution du cadastre au niveau de la CT ;	Sous-Préfet ; Maire ; trois Conseillers communaux ; Chef des services communaux (GR, Agriculture, Elevage) ; Chefs de village ; Président de la	Formalisé (Décret n°09-011/P-RM du 19 janvier 2009 fixant les attributs, la composition et les modalités de fonctionnement des commissions	Fonctionne selon les textes administratifs

		participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de gestion foncière de la CT ; donner un avis sur toutes les questions foncières dont elles sont saisies	délégation communale de la CRA ; ST ; représentant des jeunes ; représentant des femmes	foncières locales et communales	
Commission communale de réconciliation	Mise en place dans toutes les communes	Apaisement du climat social, promotion du vivre ensemble	Toutes les forces vives	Formalisé. Joue un rôle limité dans la régulation effective des conflits. Leur action est souvent entravée par l'insécurité, les moyens limités, et une faible coordination avec les structures coutumières	Fonctionne selon les textes administratifs
Les ONG	Locales et internationales	Apportent un appui technique et financier à la mise en place de conventions locales ou à l'organisation de dialogues intercommunautaires	Locaux et d'étrangers	Légal	Fonctionne selon les textes administratifs
Les groupes armés non étatiques	Village, communal et régional	Interviennent indirectement dans certaines zones en imposant des règles d'accès aux ressources ou en arbitrant des litiges, renforçant ainsi leur emprise territoriale	Locaux et d'étrangers	Non reconnus	Fonctionne avec armes

Source : Equipe de recherche, 2025

306  
307 Cette diversité d'acteurs crée un enchevêtrement normatif et une concurrence de légitimités,  
308 compliquant la résolution durable des conflits.

#### 309 **2.4. Mode d'accès et de gestion des ressources naturelles**

310 Il ressort des entretiens avec les acteurs clés que les chefs terriens (chefs des unités de  
311 production agricoles) sont les principaux détenteurs des terres agricoles. Ils détiennent les  
312 terres familiales. Ils sont également les principaux décideurs au niveau local dans le  
313 processus d'attribution de la terre aux citoyens. Le principal mode d'acquisition de terre non-  
314 familiale est la cession. Le processus d'acquisition se fait sur simple demande verbale au chef  
315 de village, au chef traditionnel ou directement à un propriétaire terrien. Ce processus se  
316 déroule sur trois mois.

317 Contrairement aux terres agricoles, les pâturages sont détenus exclusivement par les Djoros et  
318 l'accès est payant.

319 Les mares sont des zones de pêche protégées et personnes ne peut y accéder avant le délai  
320 (mai-juin). Les propriétaires des eaux (Djitigou) veillent au respect du calendrier de pêche.

321 **2.5. Mécanismes locaux de gestion des conflits**

322 Plusieurs mécanismes de régulation sont mobilisés par les communautés locales pour  
323 prévenir ou gérer les conflits :

324 - *La médiation coutumière* reste le premier recours dans la majorité des cas. Conduite par les  
325 chefs de village ou les anciens, elle repose sur des procédures orales, des rites de  
326 réconciliation et une forte pression communautaire. Elle est efficace pour les litiges  
327 intracommunautaires, mais montre ses limites face aux conflits intercommunautaires ou  
328 politisés.

329 - *Les conventions locales de gestion des ressources naturelles*, appuyées par certaines ONG,  
330 formalisent des règles partagées (calendrier de la transhumance, itinéraires pastoraux,  
331 modalités d'accès à l'eau, espèces protégées, zones de couvertures, sanctions en cas de  
332 litige). En ce qui concerne les pêcheries, Il faut particulièrement souligner les Plans de  
333 gestion des pêcheries dans les villages de Koana, Komio et Sense ; les Règles consensuelles  
334 de gestion des plans d'eau de Konna, Komio et Sense ; les Plans de gestion des pêcheries de  
335 Kontza-Bozo et les Règles consensuelles de gestion des plans d'eau de Kontza-Bozo. Les  
336 conventions ont montré une certaine efficacité, notamment lorsqu'elles sont élaborées de  
337 manière participative.

338 - *Les comités de dialogue intercommunautaire*, créés ponctuellement lors de tensions majeures,  
339 facilitent l'expression des griefs, mais leur fonctionnement dépend fortement de l'appui  
340 externe et de la confiance entre groupes.

341 - *Les rituels traditionnels de réparation* (sacrifices, pardon public, échanges symboliques) sont  
342 encore mobilisés pour restaurer la paix sociale, en particulier après des conflits violents.

343 **2.6. Limites et tensions dans la mise en œuvre des mécanismes**

344 Plusieurs limites entravent l'efficacité des mécanismes de gestion des conflits :

345 - La faiblesse de l'articulation entre les structures coutumières et les institutions formelles,  
346 qui crée des zones d'ombre juridique et alimente les incompréhensions.

347 - L'absence ou l'usure de la confiance entre groupes sociaux, surtout lorsque des différends  
348 anciens ou politisés resurgissent dans les débats actuels.

349 - La dépendance à l'égard des appuis extérieurs : dans certains cas, les dispositifs s'effondrent  
350 lorsque les projets de développement prennent fin. Ce qui pose un problème de durabilité. La  
351 plupart des CoFo villageoises et communales ne fonctionnent pas faute de moyens nécessaire  
352 et de la mise en place d'un cadre solide pour sa pérennisation.

353 - L'exclusion de certains groupes sociaux, notamment les femmes, les jeunes et les déplacés  
354 internes, limite la légitimité des processus de médiation.

355 - L'insécurité persistante empêche la tenue de rencontres communautaires, affaiblit les leaders  
356 traditionnels et favorise la régulation par la force ou par des logiques d'allégeance.

### 357 **3. Discussion**

358 Les résultats de cette étude mettent en lumière la manière dont les communautés locales de la  
359 région de Mopti s'efforcent de réguler les conflits environnementaux dans un contexte de  
360 vulnérabilité extrême. Cette discussion vise à analyser ces réponses à l'aune des travaux  
361 scientifiques existants, en soulignant les dynamiques de résilience, les recompositions de la  
362 gouvernance locale, et les défis persistants en matière de durabilité, d'inclusivité et de  
363 sécurité.

#### 364 **3.1. Résilience locale et maintien de la cohésion sociale malgré les crises**

365 Les communautés étudiées manifestent une forte capacité de résilience, entendue ici comme  
366 l'aptitude à maintenir un ordre social minimum face à la dégradation de l'environnement et à  
367 l'insécurité croissante. À l'instar de ce qu'ont montré Moritz (2010, pp. 138-148) et  
368 Benjaminsen et al. (2012, pp.23-34) dans d'autres contextes sahéliens, les sociétés rurales ne  
369 sont pas passives face aux chocs ; elles mobilisent des savoirs endogènes, des mécanismes  
370 coutumiers de médiation et des formes hybrides de gouvernance pour préserver la paix  
371 sociale.

372 Cependant, cette résilience est souvent située, conditionnelle et fragile. Elle dépend fortement  
373 de la stabilité des équilibres sociaux internes, de la présence de figures de légitimité, et de la  
374 possibilité de maintenir des espaces de dialogue malgré l'insécurité. Lorsqu'un ou plusieurs  
375 de ces éléments sont compromis, les mécanismes locaux s'effondrent, laissant place à la  
376 violence ou à l'arbitrage par des acteurs externes.

#### 377 **3.2. Une gouvernance fragmentée et concurrentielle**

378 L'étude confirme l'existence d'une gouvernance fragmentée, où plusieurs systèmes normatifs  
379 coexistent et entrent parfois en conflit : droit coutumier, droit étatique, normes introduites par  
380 les ONG, et régulations imposées par des groupes armés. Cette pluralité, souvent décrite dans  
381 la littérature comme un « pluralisme juridique » (Lund, 2006, pp.673-684; Bierschenk &  
382 Olivier de Sardan, 2014, p.3), peut être source de flexibilité, mais elle est aussi à l'origine  
383 d'ambiguïtés, de conflits de légitimité, et de manipulation des règles selon les intérêts en  
384 présence.

385 Les institutions coutumières, bien qu'encore influentes, voient leur autorité érodée par  
386 l'évolution des rapports de force locaux, la perte de neutralité perçue et le rehaussement des  
387 effectifs de groupes de jeunes ou d'acteurs armés non étatiques. Cette transformation oblige à  
388 repenser sur la place de la légitimité dans les dispositifs de régulation communautaire.

389 **3.3. L'ambivalence des appuis extérieurs**

390 L'intervention des ONG et des projets de développement a souvent été déterminante dans  
391 l'émergence de conventions locales, la création de comités de dialogue ou la formation à la  
392 gestion des conflits. Ces actions ont contribué à formaliser certaines règles de coexistence et  
393 à renforcer les capacités d'acteurs locaux.

394 Cependant, cette action externe n'est pas exempte de critiques. Elle tend parfois à imposer  
395 des formats standardisés, peu adaptés aux contextes culturels ou aux dynamiques de pouvoir  
396 existantes. De plus, la dépendance à des projets à court terme compromet la pérennité des  
397 mécanismes mis en place. Ces constats rejoignent ceux de Cleaver (2012, p.219) sur les  
398 limites des dispositifs institutionnels « plaqués » sur les réalités locales sans processus  
399 d'appropriation.

400 **3.4. Défis pour une gouvernance inclusive et durable**

401 L'analyse a mis en évidence que les groupes marginalisés, notamment les femmes, les jeunes  
402 et les déplacés internes, sont souvent exclus des dispositifs de régulation, ou n'y participent  
403 que symboliquement. Cette exclusion affaiblit la légitimité des processus et accentue les  
404 frustrations. Elle confirme les travaux de Ribot (2004, p.44) sur la nécessité de l'inclusion  
405 sociale dans les politiques de gouvernance des ressources.

406 Par ailleurs, l'insuffisance de coordination entre les niveaux d'autorité (coutumière,  
407 communale, technique) limite l'efficacité des dispositifs et alimente les incompréhensions.  
408 Cela montre l'importance d'une approche multi-niveaux et multi-acteurs, qui reconnaissent  
409 les légitimités multiples tout en favorisant leur articulation autour de principes partagés.

410 **3.5. Vers une approche intégrée des conflits environnementaux**

411 Enfin, cette étude montre que les conflits environnementaux dans des contextes de crise  
412 comme celui de Konna ne peuvent être compris ni résolus de manière sectorielle. Ils sont à  
413 l'intersection de dynamiques climatiques, sociales, politiques et sécuritaires, et nécessitent  
414 donc une approche intégrée. Cela implique :

- 415 - d'élargir les politiques de gestion des ressources à des dimensions de paix, de cohésion  
416 sociale et de sécurité humaine ;
- 417 - de promouvoir des espaces de concertation flexibles, adaptés aux réalités locales et  
418 sécuritairement soutenables ;
- 419 - de renforcer les capacités locales tout en assurant une coordination institutionnelle verticale  
420 et horizontale.

421 **Conclusion**

422 Cette étude menée dans la commune rurale de Konna dans la région de Mopti (Mali) met en  
423 évidence la manière dont les communautés locales s'organisent pour faire face à la montée  
424 des conflits liés aux ressources naturelles dans un contexte marqué par une double  
425 vulnérabilité sécuritaire et climatique. Les conflits observés – essentiellement autour de la  
426 terre, de l'eau et des pâturages – traduisent une pression croissante sur des ressources  
427 limitées, aggravée par la dégradation écologique, les déplacements de populations, et  
428 l'effritement des mécanismes traditionnels de régulation.

429 Les réponses locales à ces tensions s'appuient sur un éventail de dispositifs plus ou moins  
430 formels : médiations coutumières, conventions locales, comités villageois, ou encore  
431 dialogues intercommunautaires soutenus par des ONG. Ces mécanismes, malgré leurs  
432 faiblesses, témoignent d'une résilience communautaire certaine, qui permet de préserver un  
433 minimum de cohésion sociale et d'éviter l'escalade de certains conflits.

434 Cependant, cette résilience reste fragile. Elle est confrontée à de multiples limites :  
435 concurrence normative, déficit de légitimité de certains acteurs, dépendance à l'appui  
436 extérieur, exclusion de groupes sociaux clés (femmes, jeunes, déplacés), et surtout,  
437 l'omniprésence de l'insécurité qui réduit les marges d'action des structures locales. De plus,  
438 la gouvernance des ressources naturelles reste fragmentée, mal articulée entre échelles  
439 (locale, communale, régionale) et sujette à des logiques de pouvoir parfois antagonistes.

440 Face à cette situation, l'étude recommande une approche intégrée et inclusive de la gestion  
441 des conflits environnementaux, qui reconnaisse les formes de légitimité locale tout en les  
442 articulant avec les dispositifs institutionnels formels. Il s'agit aussi de renforcer les capacités  
443 d'analyse, de médiation et de dialogue des acteurs locaux, en assurant la continuité des  
444 dispositifs au-delà des cycles de projet.

445 Enfin, au-delà du cas de Konna, cette recherche ouvre la voie à une réflexion plus large sur  
446 les liens entre environnement, sécurité et gouvernance dans les zones fragiles du Sahel. Elle  
447 appelle à mieux intégrer la gestion durable des ressources dans les politiques de stabilisation,  
448 de prévention des conflits et d'adaptation au changement climatique. Dans ces territoires en  
449 tension, la paix sociale ne pourra être durable que si elle s'ancre dans des formes de  
450 gouvernance partagée, juste et écologiquement responsable.

#### 451 **4. Références bibliographiques**

452 Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2009). Farmer–herder conflicts, pastoral marginalisation and  
453 corruption: A case study from the inland Niger delta of Mali. *The Geographical Journal*,  
454 175(1), 71–81. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4959.2008.00312.x>

- 455 Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Buseth, J. T. (2012). \*Land Use and Climate  
456 Change Conflicts in the Sahel\*. Journal of Peace Research, 49(1), 23-34
- 457 Benjaminsen, T. A., Alinon, K., Buhaug, H., & Buseth, J. T. (2012). Does climate change  
458 drive land-use conflicts in the Sahel? Journal of Peace Research, 49(1), 97–111.  
459 <https://doi.org/10.1177/0022343311427343>.
- 460 Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (2014). States at Work: Dynamics of African  
461 Bureaucracies. Brill. Leiden, February 2014 ; ISBN: 978900426478,  
462 DOI:[10.1163/9789004264960](https://doi.org/10.1163/9789004264960)
- 463 Cleaver, F. (2012). Development through Bricolage: Rethinking Institutions for Natural  
464 Resources Management New York: Routledge, 2012. 219 pp. \$39.95 (paperback). ISBN 978-  
465 1-84407-869-1. Ken J. Caine Pages 226-230 | Published online: 27 Sep 2013 Cite this article  
466 <https://doi.org/10.1080/08941920.2013.821380>
- 467 Cotula, L., Toulmin, C., & Hesse, C. (2007). Land tenure and administration in Africa:  
468 Lessons of experience and emerging issues. IIED.  
469 <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/9305IIED.pdf>  
470
- 471 International Crisis Group. (2021). Mali : Enrayer la crise au centre du pays. Rapport Afrique  
472 n°293.<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/293>  
473
- 474 IPCC. (2022). Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of  
475 Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate  
476 Change. Cambridge University Press. <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>  
477
- 478 Lecocq, B., & Klute, G. (2019). Tuareg separatism in Mali. In A. de Waal (Ed.), The Real  
479 Politics of the Horn of Africa: Money, War and the Business of Power (pp. 139–154). Polity  
480 Press.
- 481 Lund, C. (2006). Twilight institutions: An introduction. Development and Change, 37(4),  
482 673–684. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00496.x>
- 483 Mortimore, M. (2005). Dryland development: Success stories from West Africa.  
484 Environment, 47(1), 8–21. <https://doi.org/10.3200/envt.47.1.8-21>
- 485 Moritz, M. (2010). Understanding Herder-Farmer Conflicts in West Africa: Outline of a  
486 Processual Approach. \*Human Organization\*, 69(2), 138-148  
487
- 488 Raleigh, C., & Urdal, H. (2007). Climate change, environmental degradation and armed  
489 conflict. Political Geography, 26(6), 674–694. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2007.06.005>
- 490 Ribot, J. C. (2004). Waiting for Democracy: The Politics of Choice in Natural Resource  
491 Decentralization. World Resources Institute.  
492
- 493 Turner, M. D. (2004). Political ecology and the moral dimensions of “resource conflicts”:  
494 The case of farmer–herder conflicts in the Sahel. Political Geography, 23(7), 863–889.  
495 <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2004.05.009>